



## **PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU VENDREDI 9 DÉCEMBRE 2022**

*Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué le jeudi 1<sup>er</sup> décembre 2022 s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, le vendredi 9 décembre à 18 h 30 pour la préséance et à 18 h 47 pour l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Jérémy GIULIANO, Maire.*

*À l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :*

**Présents** : MM. Jérémy **GIULIANO** - Alain **ALBERTI** - Colette **ALEXANDRE** - Christian **BENTOUMI** - Laurence **BERLEMONT** - Jeanne **CAVALLARO** - Gisèle **CONFORTI** - Steve **COURDOUAN** - Marie-Sylvie **GROVER** - Colette **LAIRE** - Julien **LASSAUQUE** - Christian **LEFEVRE** - Michel **MAUREL** - Luc **PERNEY** - Corinne **RINAUDO** - Georges **AYMONIN** - Josiane **VILAIN**.

**Représentés** : MM. Anastasia **BRENGUIER** représentée par Luc **PERNEY** - Jean **CULINATI** représenté par Christian **LEFEVRE** - Géraldine **DUDON** représentée par Colette **LAIRE** - Anaïs **DUFEUX** représentée par Jeanne **CAVALLARO** - Max **FABRE** représenté par Michel **MAUREL** - Patrick **FALANTIN** représenté par Julien **LASSAUQUE** - Norbert **GIRAUD** représenté par Alain **ALBERTI** - Franck **JAMAIN** représenté par Jérémy **GIULIANO**.

**Absents** : MM. Sophie **ARGOUARC'H** - Olivier **BARALE**.

**Soit 17 présents, 8 absents ayant donné pouvoir, 2 absents, soit 25 votants.**

**M. le Maire.**- Chers collègues, je vous propose de commencer la préséance du Conseil municipal.

Comme vous pouvez le voir, nous avons une hécatombe de malades, et j'ai donc reçu un certain nombre de pouvoirs. Je vous rassure [avec humour] : personne ne déserte, mais la saison veut cela. L'important est que nous ayons le quorum et que nous puissions avancer ensemble. Nous tiendrons informés nos collègues qui n'ont pas pu venir, je les remercie, pour avoir bien donné leurs pouvoirs.

Je vous propose d'aborder l'actualité depuis le dernier Conseil municipal, laquelle a été riche et dense en termes de vie municipale.

S'agissant des travaux, nous avons lancé le curage des fossés. Cela fait un an que nous sommes sur le sujet, car il a fallu diagnostiquer et avoir une cartographie fine des fossés, puisque nous n'avions pas cette donnée. Auparavant, cela était fait de manière empirique, mais ici, l'idée était d'avoir une vision précise du territoire. Nous avons environ 5 km de fossés en gestion communale, sans compter la partie privée. Nous avons débuté ce travail un an auparavant. Julien **LASSAUQUE** et Max **FABRE** ont préparé cette carte et vérifié l'état des travaux. Ensuite, nous avons fait la demande de subvention auprès du Conseil départemental, puisque le but était de remettre en état tous les fossés qui étaient abandonnés depuis des années. Enfin, nous avons obtenu cette subvention, à hauteur de 70 %, pour une somme de 70 000 € de travaux, que nous avons votée ensemble.

Nous avons lancé un marché public cet été, puisque le coût des travaux est supérieur à 40 000 €, ce qui impose des délais à respecter. Cela explique le temps qu'il a fallu attendre afin de pouvoir réaliser



ce chantier. À présent, le curage est pratiquement terminé. Il reste encore quelques sections à faire, puis nous passons à l'hydrocurage, l'idée étant de passer au niveau des buses. Une réflexion sera menée sur l'entretien par rotation pour la suite, ainsi que sur la dimension de certaines structures, dont des ponts. Il faudra retravailler tout cela en fonction de l'évolution du climat et des pluies que nous connaissons aujourd'hui. Ce sera l'objet des prochains travaux que nous réaliserons.

C'est un énorme chantier, qui est en cours d'achèvement, et c'est important. Cela fait partie des choses qui ne se voient plus lorsqu'elles sont faites. Pourtant, quand on ne le fait pas, on a d'énormes problèmes de ruissellement. Actuellement, la route de Vins a été réalisée, mais nous devons activer le Département pour qu'il fasse sa part. C'est donc également une question de respect des obligations de chacun en termes d'entretien.

D'autre part, nous avons réalisé les travaux du tennis, que nous avons votés ensemble, également en demande de subvention, financés à 70 %. Cela s'est très bien passé, et le terrain est beau. Il ne reste plus qu'à peindre les courts. En tout cas, tout a été remonté, et l'association peut jouer, en attendant d'avoir une météo plus propice aux travaux de peinture. Cela faisait plus de 10 ans que l'association attendait la réfection de ces installations. Quand nous sommes arrivés en 2019, c'était très gênant, y compris en termes de sécurité, avec des trous et de l'herbe qui poussait au milieu du court. Nous sommes donc contents d'avoir respecté nos engagements en rénovant cette installation sportive qui fonctionne très bien et qui vit, avec de nombreuses personnes qui y jouent, dont des enfants. Cela fait plaisir de pouvoir accompagner le Tennis Club Valois.

En parlant des associations, je sais que celles percevant une subvention supérieure à 1 000 € sont régulièrement reçues par notre adjoint aux finances Alain ALBERTI, ainsi que par Christian BENTOUMI et Michel MAUREL, pour faire le point sur leurs projets et voir la façon dont ils justifient cette somme. Le but n'est pas de les bloquer, mais de les accompagner et de montrer que nous avons un regard sur les projets financés par les finances publiques. Il est important de pouvoir vous donner davantage d'informations au moment où nous voterons l'attribution de subventions, au cours du printemps prochain.

À cette occasion, on peut voir que notre tissu associatif est très dynamique. Au niveau du sport, par exemple, le football se remonte énormément, ayant beaucoup travaillé sur la reconstitution d'équipes de jeunes et de moins jeunes. Cela fait plaisir de voir que ceci est en train de se redynamiser, suite à la crise de la Covid qui a tout de même bien freiné les associations. Celles ayant trait à la culture se remontent également, petit à petit, et nous les accompagnerons.

En termes de dynamique villageoise, un événement intéressant s'est produit, avec l'ouverture du Fournil des Olivettes sur la commune du Val, sachant que nous accompagnons les porteurs du projet depuis un an. Il s'agit d'un couple d'Américains qui sont tombés amoureux du Val et que Marie-Claire CHALON, de l'Agence Bleue, nous avait envoyés. Nous les avons reçus, avec Michel MAUREL, et avons cherché avec eux, pendant un an, un local qui correspondrait à leurs exigences. Il faut savoir que Joy, la boulangère, a fait l'école internationale de boulangerie et produit du pain au levain bio, avec des farines anciennes et un faible taux de gluten. Ils sont installés sur la place Louis Fournier, et nous leur souhaitons la réussite. Visiblement, cela fonctionne très bien, puisqu'à présent, il faut réserver son pain.

Par ailleurs, toujours dans le projet de redynamisation, nous avons eu l'opération du développement de la maison Le Val Services et l'installation du distributeur, qui est en état de fonctionnement. Il ne reste plus qu'à La Poste d'y mettre des billets à l'intérieur. Nous les avons rappelés et, maintenant, nous y sommes. J'espère que le Père Noël sera généreux et pensera à nous pour la fin d'année !

S'agissant du local situé juste à côté, à savoir l'ancienne Poste, qui est désormais autonome, j'ai signé le bail commercial auprès de la supérette, comme nous en avions parlé. Cette dernière fera l'ensemble des travaux d'aménagement de l'intérieur et les façades. De notre côté, la commune se propose de faire

la façade sur le rez-de-chaussée, suivant celles que nous faisons sur les structures commerciales, avec une façade en bois de type « Belle Époque » pour cadrer avec le style que nous voulons engager dans le centre village. Il faut savoir que le loyer est réduit, en lien avec tous les travaux et les investissements à faire, mais pour nous, cela revient à peu près au même que lorsque La Poste nous le louait, autour de 500 €. Nous ne perdons donc pas d'argent, mais nous avons une surface commerciale beaucoup plus importante, et nous travaillons déjà sur l'installation d'un autre commerce à l'ancienne supérette située sur la place Gambetta.

Nous avançons en termes de redynamisation et avons vu et abordé de nombreux sujets dans le cadre du Congrès des maires. Nous vous en parlerons tout à l'heure, et je pense que nous ferons une réunion dédiée à la rentrée pour vous présenter cela.

En ce qui concerne les manifestations, nous avons eu la première édition de la Fête de l'Olivier. Nous avons fêté notre labellisation « Commune oléicole de France » et mis la Boussarlue du Val à l'honneur. C'était une très belle fête, et je tiens à remercier les élus, les participants, ainsi que les services municipaux qui ont permis sa réussite. De plus, la presse a bien joué le jeu en nous mettant à l'honneur durant ce week-end.

D'autre part, les illuminations de Noël ont été mises en place, avec l'arrivée du Père Noël, ainsi que les moments de convivialité avec le chocolat et le vin chaud. Le repas du Téléthon a également très bien fonctionné, et nous avons actuellement les expositions autour de Noël au Moulin à huile.

Le marché de Noël aura lieu ce dimanche, en partenariat avec le Téléthon. Ce sera une très grosse journée, avec des balades à dos d'âne, des animations liées au Téléthon par les associations, la pêche à la truite de Noël par l'association de pêche, des randonnées, ainsi que le yoga, avec une initiation pour vous détendre et terminer l'année sereinement. N'hésitez pas à venir et parlez-en autour de vous, le but étant de faire vivre notre village durant cette période des fêtes. En tout cas, une belle préparation se met en place, et il est donc important de pouvoir y participer.

Je voudrais également vous faire un retour sur mes différentes activités en tant que maire.

Le Congrès des maires a eu lieu au mois de novembre. Nous sommes allés à Paris avec les conseillers municipaux qui souhaitaient venir, à savoir Christian BENTOUMI, en tant que 1<sup>er</sup> adjoint, Steve COURDOUAN, Anastasia BRENGUIER et moi-même. Je rappelle que la commune prend en charge l'entrée au salon, ce qui est normal, puisque nous y allions pour travailler, mais le reste des frais est à notre charge personnelle. Nous avons bien travaillé, avec des repérages d'installations très intéressantes. Nous avons retrouvé des éléments que nous avions vus auparavant. Suivant la suggestion de Steve, je vous propose qu'au mois de janvier, lors d'une réunion de travail avec l'ensemble du Conseil municipal, nous vous fassions une présentation des projets que nous avons pu voir, ainsi que des sociétés et structures qui pouvaient nous accompagner.

À cette occasion, nous avons été reçus par Monsieur le ministre de la Transition, avec lequel nous avons pu échanger sur la planification de la transition à l'échelle nationale et sur les problématiques que la commune pouvait rencontrer à son niveau.

Nous avons également vu Monsieur le ministre des Transports et lui avons expliqué ce que nous faisons au Val. Nous l'avons fait rigoler, car nous lui avons parlé de « En voiture Simone » et de « Atchoum ». Il était intéressé de voir ce qu'une commune rurale pouvait développer. En tout cas, je peux vous dire que nous n'avons pas à rougir de ce que nous mettons en place en termes de mobilité, car je vous rappelle que nous avons « En voiture Simone », « Atchoum », la ligne intercommunale de bus qui passe plusieurs fois par jour sur Le Val, « Covoit'Ici », ainsi que la ligne de bus du lycée dont les habitants bénéficient également.

Nous avons fait une soirée en mairie, avec les présidents d'association et habitants, pour le lancement de « Atchoum », qui est un covoiturage organisé, comme une sorte de BlaBlaCar de la ruralité. Nous



aurons l'occasion d'en parler au mois de janvier pour développer ce système de solidarité entre habitants et accompagner ceux qui n'ont pas de permis.

Hier soir, nous avons été invités à la Sainte-Barbe avec l'UIISC7, où nous avons représenté la commune auprès du chef de corps. Pour rappel, ce jumelage aboutit à des opérations concrètes, puisqu'une visite de chantier a été réalisée pour supprimer l'embacle du lac du Carnier, qui nous préoccupe tous. Nous préparerons donc cette convention avec l'UIISC7 afin de pouvoir retirer l'ensemble de cet embacle situé à la sortie du Carnier.

Demain, je représenterai la commune à la Sainte-Barbe, cérémonie officielle des sapeurs-pompiers de Brignoles, afin de les remercier d'être intervenus au cours des opérations de sauvetage de l'année dernière. Nous devons être présents avec eux et les accompagner au quotidien, comme ils le sont pour nous.

Cet après-midi, j'étais invité à une concertation dans le cadre du déploiement d'un projet national concernant l'ouverture de 200 brigades de gendarmerie. J'ai été reçu par Gérard DARMANIN, Monsieur le ministre de l'Intérieur, qui recevait les maires du département, et je lui ai fait part de certaines de nos inquiétudes s'agissant des effectifs de brigades de gendarmerie. Tout d'abord, j'ai salué l'intérêt de créer 200 brigades, sachant que si l'on regarde les dernières décennies, 500 ont été fermées. Le fait d'en créer 200 est donc une aubaine. En tout cas, cela montre une volonté d'avoir des « gens en armes » sur le territoire. Il ne s'agit pas de faire peur, mais d'être présent sur le territoire, de rassurer et de permettre de bien vivre ensemble. C'est vraiment la philosophie inscrite aujourd'hui.

En revanche, j'ai souligné le fait que nos brigades actuelles sont sous dotées, sachant que celle de notre arrondissement comprend 30 gendarmes, ce qui n'est pas suffisant par rapport à la population, d'autant plus que six mois en arrière, il en manquait huit sur les 30. De plus, durant l'été, notre territoire est solidaire envers la côte. En effet, nous sommes dans le département du Var, qui est le premier département touristique, et on nous « prend » des gendarmes pour les affecter en soutien sur la côte, ce que je peux comprendre, mais la difficulté est qu'ensuite, de notre côté, nous avons de grosses problématiques de sécurité sur la commune. J'ai donc demandé à Monsieur le ministre de faire un effort pour remplir nos effectifs afin de permettre un meilleur travail des gendarmes. L'été, quand ils viennent à toutes nos manifestations, on sent qu'ils sont fatigués et sur les nerfs, ce qui n'est pas bon.

À titre d'anecdote et pour partager certains moments, je vous informe que j'ai fait rigoler le ministre et mes collègues maires. Lorsque Monsieur le ministre est arrivé, il ne s'est pas caché de se moquer de nous en disant qu'à Tourcoing, où il était maire avant d'être ministre, il faisait plus beau ce jour-là que chez nous, où le temps était gris. Je lui ai dit que nous avons besoin de ce ciel gris et de l'eau. Avec beaucoup d'humour, j'ai ajouté qu'en Provence, nous sommes taquins et qu'à l'inverse des estivants qui viennent se charger en soleil durant l'été, nous nous chargeons en nuages parce qu'ensuite, il faut supporter les 300 jours de soleil et de ciel bleu que nous subissons tout au long de l'année, ce qui est très dur ! Cela l'a bien fait rigoler et a permis d'entamer la discussion par la suite.

En tout cas, cela a été constructif, et il était important de défendre notre brigade. Je rappelle qu'à chaque fois que nous les appelons, ils sont toujours à nos côtés, et nous avons eu besoin d'eux dans des moments très compliqués de la commune. Le commandant est très réactif, et nous tenons à les remercier sincèrement.

Voilà le topo, en synthèse. Je n'entre pas dans tous les détails, car nous aurons l'occasion de le faire par la suite.

À présent, je vous propose de commencer cette séance du Conseil municipal du 9 décembre 2022.

*(Monsieur le Maire procède à l'appel nominal.)*

Le quorum est atteint, mais avec beaucoup de malades. Nous souhaitons donc un bon rétablissement à nos collègues élus, en espérant qu'au mois de janvier, nous fassions ce Conseil de démarrage dans une bonne dynamique.

Je propose de désigner Mme Josiane VILAIN pour remplir les fonctions de secrétaire de séance. Si tout le monde est d'accord, je vous en remercie.

Aujourd'hui, nous nous retrouvons pour 12 délibérations. Dans la grande globalité, ce Conseil est d'ordre administratif, avec tout de même quelques délibérations importantes dans la vie politique de la commune, concernant notamment l'éclairage public et le règlement sur les finances.

## ADMINISTRATION GENERALE

### **1 – Délibération n° 2022-096 - Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 21 octobre 2022**

**M. le Maire.**- Avez-vous des questions sur le procès-verbal qui vous a été envoyé ?

S'il n'y en a pas, je vous propose de le voter.

*(Approuvée à l'unanimité.)*

### **2 - Délibération n° 2022-097 - Extinction de l'éclairage public**

**M. MAUREL.**- Comme vous le savez, la facture énergétique est en train de flamber, particulièrement pour les collectivités, puisqu'elles ne bénéficient pas du même bouclier tarifaire que les particuliers, avec une augmentation de 50 % en 2022.

Au-delà de la facture énergétique, il faut également prendre en compte le respect de l'environnement. En effet, l'article 41 de la loi du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement précise que « *les émissions de lumière artificielle de nature à présenter des dangers ou à causer un trouble excessif aux personnes, à la faune, à la flore ou aux écosystèmes, entraînant un gaspillage énergétique ou empêchant l'observation du ciel nocturne, feront l'objet de mesures de prévention, de suppression ou de limitation* ».

Dans ce cadre, étant donné que cela relève du pouvoir de police du maire, nous avons la possibilité d'établir des limites de fonctionnement des éclairages publics. Nous avons donc engagé une consultation au sujet de leur extinction pour savoir si les gens y sont favorables et, si tel est le cas, sur quelle tranche horaire.

Dans cette consultation publique, 369 personnes se sont prononcées pour et 43 contre, soit un total de 412 votes. Nous savons donc déjà que la majorité est favorable à une extinction de l'éclairage public à partir de certaines heures.

Nous avons proposé plusieurs plages horaires, et vous voyez que la plage entre 23 h et 6 h s'est dégagée majoritairement, sachant qu'en l'occurrence, ces programmations concernent plutôt l'hiver, parce qu'il est évident que le fait de remettre l'éclairage à 6 h durant l'été n'a pas grand sens. Il faudra donc prévoir deux approches, l'une hivernale et l'autre estivale, de manière à ce que nous puissions éteindre l'éclairage public au moment le plus propice.

**M. le Maire.**- Avant de voter la délibération, c'est l'occasion d'en parler tous ensemble. En tout cas, j'ai été agréablement surpris par le taux de participation, sachant que par Internet, on ne peut voter qu'une fois par foyer, étant donné que l'adresse IP est prise en compte. C'est donc une bonne participation, ce qui me laisse entrevoir que l'année prochaine, sur certains sujets qui nous semblent



importants, nous pourrions faire participer davantage la population. Bien entendu, l'idée est de maintenir le principe de décision du Conseil municipal (c'est la loi), puisque nous avons été élus pour représenter les habitants, mais rien ne nous empêche de les consulter pour voir l'orientation de nos décisions. Nous l'avons fait pour le marché et, dans le cas présent, nous l'avons fait en permettant de voter à la Mairie, à Le Val Services et sur Internet, par le biais du site et de l'application numérique de la Mairie, ce qui permet vraiment à chacun de pouvoir s'exprimer. Je pense que nous sommes à présent prêt pour développer cette culture sur la commune du Val par la suite.

Je suis assez surpris, y compris du résultat. Deux ans en arrière, nous réfléchissions déjà à éteindre l'éclairage public. Sachant que ceux qui répondent sont essentiellement les habitants qui sont éclairés, à savoir dans le centre village et dans les quartiers concernés, je ne pensais pas que nous aurions environ 90 % d'avis favorables. Cela montre que l'on a, collectivement, conscience de ces enjeux non seulement économiques, quand on voit le prix de l'énergie, mais également environnementaux, puisque l'on constate une grande dégradation des milieux nocturnes par le biais de l'éclairage public. Il est donc très bien de pouvoir le faire.

L'idée est de mettre en place cette expérimentation, puis nous verrons en fonction des usages. Par exemple, il faudra se projeter l'année prochaine pour savoir si nous éteignons durant la nuit de Noël, alors que les familles sont amenées à se déplacer. Je pense qu'il faudra adapter ce dispositif au moment des festivités, quand on se couche plus tard. Il faudra également avoir une modalité été/hiver, et nous évoluerons selon les remarques du quotidien, car cela peut éventuellement gêner certaines personnes qui ne se sont pas encore exprimées. Il faut donc recueillir toutes les informations et faire évoluer ce principe des horaires.

Voulez-vous intervenir ?

**Mme Laurence BERLEMONT** - Je pense qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une modalité été/hiver, car avec une horloge solaire, on rallume à 6 h, et la lumière s'éteint à nouveau automatiquement dès que le soleil arrive.

**M. le Maire.** - Effectivement, c'est ce qui se passera, mais l'été, il fait nuit plus tard.

**Mme Laurence BERLEMONT** - Oui, mais à 23 h, il fait nuit même en été.

**M. le Maire.** - La question est de savoir s'il y a plus d'activités durant la nuit en été. Il faudra donc voir cela, mais nous aurons le temps. Le but est d'arrêter un principe selon la vision des personnes ayant participé, mais par la suite, rien n'interdit de voir et d'évoluer au fur et à mesure. Nous devons essayer. Plusieurs communes le font avec des horaires différents. Cela dépendra surtout des habitants, puisque nous le faisons également pour leur confort.

Il est proposé de mettre cela en place en 2023. De notre côté, nous sommes prêts, puisque le SYMIELEC a équipé toutes nos armoires. Nous pouvons donc le faire dès demain. Ce soir, la lumière de la place de la Mairie est éteinte, mais cela est dû à un souci électrique. Nous n'avons pas éteint sans avoir voté ! Il s'agit d'un problème de secteur lié aux installations du marché de Noël qui ont été réalisées ce matin. Nous verrons ce qui se passe à ce niveau.

**M. COURDOUAN.** - L'extinction concerne-t-elle uniquement le village, ou également les quartiers ?

**M. le Maire.** - Cette mesure porte sur l'intégralité.

**M. PERNEY.** - Par ailleurs, nous prévoyons éventuellement d'équiper certains quartiers avec des LED et des panneaux solaires. Ceux-là ne sont donc pas concernés par ce système.

**M. le Maire.** - Cela viendra par la suite. Pour le moment, l'idée était d'agir maintenant pour prévenir la hausse de l'énergie et lancer le dispositif. Ensuite, pour les quartiers extérieurs, il est prévu de remplacer les lampadaires des lotissements avec des capteurs automatiques qui s'éclairent uniquement lors d'un passage. Ainsi, on éclaire au moment où le besoin se présente, et cela s'éteint derrière.

**Mme Corinne RINAUDO.** - Il sera peut-être bien de communiquer à ce sujet, au moins dans la presse, afin que les personnes ne disent pas qu'elles n'étaient pas informées.

**M. le Maire.** - C'est prévu. Dans la délibération, il est proposé de commencer « à partir de » début janvier, mais cela ne signifie pas que nous couperons la lumière au 1<sup>er</sup> janvier. Je pense que nous devons attendre d'avoir diffusé l'information, début janvier (journal municipal), et quand nous serons assurés que tout le monde a bien eu l'information, nous éteindrons. Cela permettra d'accompagner les habitants.

En revanche, une réflexion de responsabilité doit être menée sur le rond-point de la départementale, mais pour le moment, je ne peux pas encore vous dire ce que nous pouvons faire, car même si la commune paie l'électricité, nous n'avons pas totalement la main. Je me rapprocherai donc du Département. Il se pourrait qu'il ne reste que le rond-point allumé. Lors du Congrès des maires, j'ai vu le maire du Beausset, qui a appliqué cette procédure d'extinction, et il nous a raconté qu'il avait dû laisser le rond-point de la départementale allumé, mais d'autres communes l'ont fait. Nous devons donc vérifier plus précisément la réglementation pour savoir ce qui peut être fait. Étant donné que cela dépend de la police du Maire et relève de l'ordre de la sécurité, nous devons bien faire les choses dans les règles afin que la Mairie ne soit pas mise en cause en cas d'accident. C'est la raison pour laquelle nous devons voter cette délibération.

Ensuite, même si ce n'est pas une obligation, nous installerons un panneau en entrée du village pour indiquer l'extinction durant la nuit, comme cela se fait pour les caméras, afin que l'information soit donnée. Nous communiquerons également par les réseaux sociaux, des affiches, le journal municipal et l'application. Vu la réponse que nous avons eue et ce qui se dit dans l'actualité, je pense que l'information ira assez vite.

**M. MAUREL.** - Pour information, en 2021, le coût d'achat de l'énergie électrique s'élevait à 87 467 €, contre 135 305 € en 2022, soit 55 % d'augmentation.

**M. le Maire.** - Si vous êtes d'accord, nous pouvons procéder au vote de la délibération. N'hésitez pas à intervenir avant le vote si vous avez des questions.

**M. MAUREL.** - Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2212-2 relatif à la sécurité publique, vu l'article 41 de la loi du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et vu les résultats de la consultation lancée du 18 novembre au 7 décembre auprès des habitants du Val, considérant l'intérêt écologique et économique de l'extinction de l'éclairage public en milieu de nuit, considérant la faible densité de véhicules et de piétons circulant en milieu de nuit sur le territoire du Val, je propose que Monsieur le Maire mette la délibération aux voix.

**M. le Maire.** - Merci. L'objectif est donc de décider de procéder à l'extinction de l'éclairage public sur la totalité du territoire communal durant les heures choisies par les habitants, à savoir de 23 h à 6 h, et de me charger de prendre les arrêtés précisant les modalités d'application de cette mesure et d'information de la population. De plus, par souci de gestion, je vous propose de m'autoriser à adapter les horaires en fonction des besoins de la commune. Ainsi, cela évite de nous bloquer à chaque fois, et nous pourrions adapter en fonction des festivités, de la saison et du retour d'expérience.

**M. COURDOUAN.** - Pour juste une petite voix d'écart, étant donné que cela a été accepté à 90 %, ne pouvons-nous tenter de commencer à 22 h ?

**M. le Maire.** - Je trouve qu'il serait indélicat de ne pas respecter l'avis des habitants. Ensuite, nous verrons à l'usage. Je vous propose de commencer par vérifier le ressenti en pratique. Après, si nous pouvons le décaler, ce n'est pas gênant, mais pour démarrer, je souhaiterais que nous soyons exhaustifs par rapport à l'exercice de la consultation.



**M. COURDOUAN.**- Même si 22 h serait peut-être trop tôt, je me dis qu'il serait plus facile de reculer à 23 h. Je préférerais que l'on voie si l'on arrive à s'adapter à une heure trop tôt plutôt que de faire l'inverse.

**M. le Maire.**- Oui, mais il y a une voix d'écart, et nous appliquons le principe de la démocratie. Néanmoins, ce n'est pas un référendum, mais une consultation. L'idée est d'essayer et de voir par la suite, mais je voudrais que nous respectons la voix.

S'il n'y a plus de questions, nous passons au vote.

*(Approuvée à l'unanimité.)*

Nous pourrions donc lancer la procédure et communiquer assez rapidement sur cette démarche. Félicitations, car c'est une décision courageuse que tout le monde ne veut pas prendre. Je sais que plusieurs communes nous regardent et attendaient de savoir si nous l'appliquerions avant de le faire eux-mêmes.

**Mme Laurence BERLEMONT.** - Le Val est un lieu très passant, et nous pouvons effectivement servir d'exemple pour Cotignac, Monfort, Carcès et tous ceux qui passent par Le Val.

**M. le Maire.**- Tout à fait. Nous verrons donc la suite.

**M. LASSAUQUE.**- Je me fais la voix des chiroptères qui se disent très heureux de cette nouvelle !

**M. le Maire.**- Pour information, les chiroptères sont les chauves-souris, lesquelles sont très perturbées par la lumière. Monsieur LASSAUQUE respecte bien sa délégation de l'environnement !

**Mme VILAIN.**- Selon moi, il se pourrait que certains saisissent l'occasion pour faire des marchés parallèles.

**M. le Maire.**- Je me suis justement rapproché de la gendarmerie. Je pense que nos concitoyens poseront beaucoup de questions à ce sujet et, lorsque nous lancerons le processus, il faudra que nous fassions une réunion pour en parler, car en réalité, il a été constaté que la délinquance est moindre quand on est dans le noir que lorsque l'on est dans la lumière, puisque l'on voit mieux l'éclairage les téléphones, etc. D'ailleurs, on voit bien les endroits où les marchés parallèles se font, sur lesquels nous travaillons avec la gendarmerie : cela se passe à l'écart du village, mais toujours sous un lampadaire.

Après, évidemment, je pense qu'il faudra réadapter la surveillance. Ce sera une nouvelle manière d'être, et ceux qui ont l'habitude de dériver inventeront de nouvelles choses. Il nous appartiendra de suivre ce qui se passera sur le territoire.

## **INTERCOMMUNALITE**

### **3 – Délibération n° 2022-098 - Mise en place d'un avenant n°2 portant modification des prix pour circonstances imprévisibles « Accord-cadre A001 Librairie papeterie solidaire » Lot n°1 - F01 et Lot n°3 - F03**

**M. PERNEY.**- Monsieur le Maire précise que par le biais du SIVAAD, les lots F01 « Papiers toutes impressions » et F03 « Fournitures scolaires » ont été attribués à l'entreprise SA NOUVELLE LIBRAIRIE CHARLEMAGNE.

Ce fournisseur a fait parvenir au SIVAAD un mémoire justifiant les charges extracontractuelles pesant sur ces deux marchés et nécessitant de mettre en place des mesures exceptionnelles pour circonstances imprévisibles.



Afin d'éviter une rupture de marché et une impossibilité d'approvisionner les services de la commune, il nous est proposé de mettre en place un avenant n°2 qui a pour objectif d'entériner le dispositif suivant pour ces deux marchés :

- La régularisation se fera sur les prix prévus en 2022 ;
- Une révision des prix trimestrielle se mettra en place ;
- Le règlement des commandes sur la base du nouveau bordereau des prix unitaires sera révisé au trimestre ;
- Une clause de revoyure trimestrielle permettra d'examiner l'évolution des conditions économiques du marché.

Il est demandé à l'assemblée délibérante de valider le projet.

**M. le Maire.**- Merci. Avez-vous des questions ?

**Mme CAVALLARO.**- Ne serons-nous pas trop soumis aux augmentations de prix ? On sait que le papier a énormément augmenté. Si cela est révisé tous les trimestres, les prix risquent de flamber.

**M. le Maire.**- Le problème est qu'en l'occurrence, nous n'avons pas le choix, car si nous refusons, nous n'aurons plus de papier pendant un moment. En tout cas, tu as raison sur le fait qu'il faudra être vigilant sur le suivi, comme pour toutes les matières, y compris l'alimentation.

**M. COURDOUAN.**- Si j'ai bien compris, ils ont un document expliquant la raison pour laquelle tout a augmenté et qu'ils sont obligés d'aller au-delà du contrat, mais avons-nous une vue là-dessus ? Le problème rencontré avec de nombreuses entreprises est que certaines profitent un peu de tout. Comment saurons-nous si le prix du papier baisse, alors que notre prix reste haut ?

**M. le Maire.**- C'est le principe de la révision trimestrielle. Nous sommes représentés par le SIVAAD, qui est un groupement d'achat, et il fera ce contrôle.

**M. PERNEY.**- De plus, si cela ne nous convient pas, nous ne sommes pas obligés de passer par le SIVAAD.

**M. COURDOUAN.**- Le SIVAAD nous informera donc de tout ce qui se passe.

**M. le Maire.**- Non. Il nous indiquera le prix à tel moment et fera ce travail de vérification. Il s'agit de marchés. Un contrat lie le SIVAAD avec Charlemagne et d'autres, et s'ils ne respectent pas les clauses dans les écarts, à un moment, le contrat est rompu, et on en repasse un nouveau. Nous avons également cela dans les contrats de la commune.

S'il n'y a pas d'autre question, nous passons au vote.

*(Approuvée à l'unanimité.)*

#### **4 – Délibération n° 2022-099 - Mise en d'un avenant n°1 portant modification des prix pour circonstances imprévisibles « Accord-cadre A003 Hygiène 2021 » Lots n°1, n°7 et n°10 et « Accord-cadre A005 Fournitures de matériaux, matériels et d'équipements pour les services techniques des collectivités territoriales » Lot n°1**

**M. PERNEY.**- Monsieur le Maire précise que par le biais du SIVAAD, l'accord-cadre A0033-HYGIENE 2021 « Fournitures et équipements d'entretien, de nettoyage et d'hygiène pour les collectivités locales » Lot n° 1-I01, Lot n° 7-I07 et Lot n° 10-I10 ont été attribués à l'entreprise SAS ORRU.

L'accord-cadre A005-MATST2021 « Fournitures de matériaux, matériels et d'équipements pour les services techniques des collectivités territoriales » Lot n° 1-T01 a été attribué à l'entreprise SAS SAR.

Ces fournisseurs ont fait parvenir au SIVAAD un mémoire justifiant les charges extracontractuelles pesant sur ces deux marchés et nécessitant de mettre en place des mesures exceptionnelles pour circonstances imprévisibles.

Afin d'éviter une rupture de marché et une impossibilité d'approvisionner les services de la commune, il nous est proposé de mettre en place un avenant n° 1 qui a pour objectif d'entériner le dispositif suivant pour ces marchés :

- Une révision des prix trimestrielle ;
- Le règlement des commandes sur la base du nouveau BPU révisé au trimestre ;
- Une clause de revoyure trimestrielle, permettant d'examiner l'évolution des conditions économiques du marché.

**M. le Maire.**- Merci, Monsieur PERNEY. S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

*(Approuvée à l'unanimité.)*

#### **5 – Délibération n° 2022-100 - Transferts/reprises de compétences optionnelles des communes de BARGEMON, CAVALAIRE SUR MER, CUERS, LA FARLEDE, FLASSANS SUR ISSOLE, MONTAUROUX, TAVERNES, VINON SUR VERDON**

**M. le Maire.**- Cette délibération est propre au SYMIELEC, qui nous accompagne. Les différents transferts proposés concernent essentiellement l'équipement des réseaux d'éclairage public, la maintenance de l'éclairage public, l'équipement de réseaux et surtout l'amélioration des consommations d'énergie. C'est un sujet d'actualité.

Je vous propose d'approuver la volonté des communes membres du SYMIELEC de faire ce transfert de compétences optionnelles, puisque lorsque ces changements interviennent, toutes les communes du syndicat doivent donner leur accord.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

*(Approuvée à l'unanimité.)*

### **FINANCES**

#### **6 – Délibération n° 2022-101 - Motion sur les finances locales**

**M. le Maire.**- L'Association des Maires de France, dont nous sommes membres, a mené cette motion et nous propose de soutenir cette action afin de faire remonter nos inquiétudes sur les finances locales. Les collectivités sont les rares à gérer un budget à l'équilibre, l'État faisant différemment, selon ses prérogatives. Nous ne pouvons pas créer de dette. Nous pouvons nous endetter, mais nous avons l'obligation de toujours recouvrer nos créances.

Les collectivités, dont celle du Val, sont donc exemplaires à ce titre et doivent pouvoir continuer à avancer, sauf qu'au cours de cette dernière décennie, on voit que les dotations sont en train de dégringoler, et il en va de la continuité des communes et de leur capacité à investir dans les projets. Aujourd'hui, nous investissons beaucoup parce que nous avons l'argent et savons gérer nos finances. Si nous avons de moins en moins de recettes, il sera de plus en plus compliqué d'assurer le maintien des communes et le soutien des entreprises qui ont également besoin de cet investissement pour travailler et avancer.



Par rapport à la motion qui vous a été proposée, je souhaiterais simplement apporter une modification sur le premier paragraphe, si vous en êtes d'accord. Vous avez : « *Monsieur le Maire propose [...]. Cette motion sera transmise avec celle des autres communes signataires à l'AFM* », et je vous propose de changer le paragraphe tel que je vous le lis :

*« Le Conseil municipal de la commune du Val exprime sa profonde préoccupation concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes des collectivités en France, sur leur capacité à investir et sur leur maintien d'une offre de services de proximité adaptée aux besoins de leur population. »*

Il s'agit d'une généralisation, plutôt qu'une adaptation, car nous ne sommes pas préoccupés que pour la commune du Val, mais pour l'ensemble des communes.

Si vous êtes d'accord, nous maintenons donc ce paragraphe. Pour le reste, je pense que vous avez lu la motion. Comme vous l'aurez compris, l'idée est de défendre la DGF, notamment, et l'accompagnement de l'État, qui peut un peu plus rogner ses budgets et accompagner davantage les collectivités, à savoir les communes, les départements et les régions, ainsi que leurs établissements publics, à savoir les agglomérations et les intercommunalités.

**M. ALBERTI.**- Monsieur le Maire, je voudrais apporter une précision en donnant des chiffres réels.

Entre 2014 et 2022, la dotation globale de fonctionnement, comprenant la dotation forfaitaire, la dotation de solidarité rurale et la dotation nationale de péréquation, a diminué de 200 000 €.

**M. le Maire.**- Sachant que nous avons des hausses en termes de dépenses de fonctionnement.

**M. ALBERTI.**- De plus, comme nous l'évoquions, nous devons faire face à la hausse des coûts des matières premières, des consommables, de l'énergie et autres. L'effet de ciseaux risque donc de se produire.

**M. le Maire.**- Par conséquent, nous devons être très vigilants sur ce point à l'avenir, et cela constituera toutes les thématiques de 2023.

**M. ALBERTI.**- C'est la raison pour laquelle les propositions que nous ferons lors du budget devront intégrer réellement ces difficultés, que ce soit une hausse de nos charges incompressibles ou nos recettes qui ont tendance à s'écrouler.

**M. le Maire.**- Nous passons au vote de cette motion.

*(Approuvée à l'unanimité.)*

## **7 – Délibération n° 2022-102 - Ouverture anticipée des crédits dans la limite du quart des crédits**

**M. ALBERTI.**- Nous votons cette délibération tous les ans, à peu près à la même époque.

Elle précise que l'article L1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que « *dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente* ». Nous avons donc le droit de continuer à fonctionner dans la limite des sommes attribuées aux termes du budget précédent.

*« Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget. »* Nous devons respecter nos engagements vis-à-vis de nos créanciers.

« En outre, jusqu'à l'adoption du budget 2023, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette et, pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme, les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture d'autorisation de programme. » Étant donné que nous n'avons pas d'autorisation de programme, cela ne nous concerne pas.

« L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits. Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus [...]. »

Les crédits votés en 2022, hors restes à réaliser 2021, en dépenses d'équipement, s'établissaient selon le tableau présenté dans la délibération. Vous y trouvez l'ensemble des chapitres, les libellés (acquisitions, travaux ou opérations d'équipement), les crédits votés, ainsi qu'une décision modificative intervenue en cours d'exercice 2022. En agglomérant l'ensemble, vous avez un total de 3 094 062 €, représentant les crédits votés au titre de l'exercice 2022.

Il est donc possible d'ouvrir, de façon anticipée pour 2023, un maximum de 773 515,50 € de crédits de dépenses d'équipement.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'ouvrir de façon anticipée les crédits d'équipement présentés dans ce tableau.

**M. le Maire.**- Merci, Monsieur ALBERTI. Il s'agit de pouvoir continuer à fonctionner le temps que nous votions le budget prévisionnel de l'année 2023.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

## 8 – Délibération n° 2022-103 – Règlement budgétaire et financier

**M. ALBERTI.**- Le règlement budgétaire et financier de la collectivité est rendu obligatoire par le passage, au 1<sup>er</sup> janvier 2023, à la nomenclature comptable M57, qui a déjà été votée par le présent Conseil lors de la séance du 16 septembre 2022.

Celui-ci a pour objectif principal de clarifier et de rationaliser l'organisation financière et la présentation des comptes locaux.

Il décrit notamment les processus financiers internes que la commune du Val a mis en œuvre pour renforcer la cohérence de ses choix de gestion.

Il permet également d'identifier le rôle stratégique de chacun des acteurs en présence.

Les modalités de préparation et d'adoption du budget par l'organe délibérant, ainsi que les règles de gestion par l'exécutif, des autorisations de programme et d'engagement, sont par ailleurs des éléments obligatoires du règlement.

Le règlement sera valable pour la durée de la mandature et sera actualisé en cas de besoin et en fonction de l'évolution des dispositions législatives et réglementaires.

Vu la délibération n° 2022-079 du 16 septembre 2022 adoptant la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et considérant que dans le cadre de la mise en œuvre de la M57, il convient d'adopter un règlement budgétaire et comptable avant le 31 décembre de l'année en cours, nous vous proposons d'adopter le règlement budgétaire et financier de la commune du Val.



Je précise que cette instruction budgétaire et financière M57 existe déjà au niveau des métropoles françaises. Dans un souci d'unification, les instructions M14-Communes-EPCI, M57-Département et M76-Régions sont arrêtées. L'ensemble des collectivités sera soumis à l'instruction budgétaire M57.

**M. le Maire.**- Merci pour cette présentation de la nomenclature M57 qui, si elle n'est très pas passionnante, n'en demeure pas moins importante, puisque cela permet à la collectivité de travailler et d'avancer dans les projets.

**M. ALBERTI.**- Ce sera un référentiel unique pour toutes les collectivités.

**M. le Maire.**- Je pense que le but est surtout de faciliter le travail du Trésor Public.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

*(Approuvée à l'unanimité.)*

## RESSOURCES HUMAINES

### **9 – Délibération n° 2022-104 - Création de 3 emplois et mise à jour du tableau des effectifs**

**M. ALBERTI.**- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3 et R2313-8 ;

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L313-1 ;

Vu le décret n° 91-298 du 20 Mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps complet ;

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 susvisée ;

Considérant ce qui suit :

Conformément à l'article L313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi précitée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que, dans le cadre de la politique municipale visant à veiller au bon déroulement des carrières du personnel communal, il est souhaitable que les agents qui réunissent les conditions d'ancienneté dans leur grade et qui donnent satisfaction dans leur manière d'accomplir leurs missions puissent bénéficier d'un avancement, ceci dans le respect des besoins des services et des crédits budgétaires.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante la création de trois postes de catégorie C :

- Un poste d'adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet au service Finances ;
- Un poste d'adjoint d'animation principal 2<sup>ème</sup> classe au service Enfance/Jeunesse ;
- Un poste d'adjoint du patrimoine principal 1<sup>ère</sup> classe au service Événementiel ;

Ces trois emplois seront permanents et à temps complet.

Il est indispensable de mettre à jour ce tableau des effectifs en cas de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire de service.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, d'établir et de modifier le tableau des effectifs de sa collectivité.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée, que le tableau des effectifs doit être modifié, considérant la création de trois postes au sein de la collectivité pour avancement de grade.

**M. le Maire.** - Merci pour ces précisions. Nous accompagnons les personnels qui progressent dans leur carrière professionnelle. Nous serons amenés à voter des suppressions, mais nous ne pouvons pas le faire immédiatement, puisque nous devons réunir le Comité technique afin qu'il se prononce. À partir du moment où nous avons l'accord des représentants du personnel, nous pourrions fermer ces postes qui ne seront pas occupés.

À cette occasion, je souhaite féliciter les nouveaux membres du Comité technique. Les trois sièges titulaires et un suppléant ont été élus hier, lors des élections des représentants du personnel. J'ai hâte de les rencontrer au mois de janvier, même si j'ai déjà commencé à les voir personnellement pour les féliciter. Nous commencerons donc à travailler avec les représentants en janvier, le but étant de le faire dans l'intérêt de la collectivité en garantissant les droits du personnel et le bon déroulement des projets menés par la collectivité.

De notre côté, nous devons nommer des représentants des élus dans ce Comité technique, afin de pouvoir travailler tous ensemble, mais nous en parlerons en janvier.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

*(Approuvée à l'unanimité.)*

#### **10 – Délibération n° 2022-105 - Convention avec le CDG 83 régissant la fonction d'inspection dans le domaine de la prévention des risques professionnels**

**M. ALBERTI.** - En vertu des dispositions contenues à l'article 5 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, les communes doivent désigner un Agent chargé d'assurer une fonction d'inspection (ACFI) dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.

L'Agent chargé d'assurer une fonction d'inspection a notamment pour rôle de contrôler les conditions d'application de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité et de proposer à l'autorité territoriale toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail, ainsi que la prévention des risques professionnels.

L'ACFI est un professionnel de prévention permettant à la collectivité d'avoir une expertise en matière d'hygiène et de sécurité.

Les communes ont la possibilité de satisfaire à cette obligation : soit en désignant un agent en interne qui doit avoir suivi la formation appropriée au préalable, soit en passant une convention avec le Centre de Gestion du Var.

Considérant la nécessité pour la collectivité de désigner un ACFI, Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de faire appel au CDG83 pour assurer la mission d'inspection et de valider les modalités décrites dans la convention jointe pour la période 2023/2025, pour un coût annuel fixé à 500 €.

**M. le Maire.** - Merci, Monsieur ALBERTI. S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

*(Approuvée à l'unanimité.)*



## PATRIMOINE

### **11 – Délibération n° 2022-106 - Autorisation donnée à Monsieur le Maire de nommer l'association « Les Amis de Paracol », maître d'ouvrage des ex-voto**

**M. BENTOUMI**.- Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante de la dégradation de la collection d'ex-voto, riche et variée, exposée au Musée d'art sacré, place des Pénitents, au Val.

Les années précédentes, l'association « Les Amis de Paracol » avait entrepris une campagne de restauration qu'elle se propose de poursuivre. En effet, certains sont très dégradés et méritent une réparation urgente.

Afin de faciliter son travail et d'obtenir des aides financières, il est nécessaire que la collectivité donne délégation de maîtrise d'ouvrage à l'association pour la mise en œuvre de cette campagne de restauration.

Pour ce faire, un mémoire technique rédigé pour chacun des ex-voto, classés ou non classés aux Objets Historiques, est joint à cette démarche.

Il est donc demandé à l'assemblée délibérante de donner délégation de maîtrise d'ouvrage à l'association « les Amis de Paracol » pour la restauration des ex-voto.

**M. le Maire**.- Le mémoire technique a été réalisé par le service Patrimoine de la commune. Est-ce bien cela ?

**M. BENTOUMI**.- Oui.

**M. le Maire**.- D'accord. Ceci est dans la continuité de la restauration qui avait été déjà entamée. C'est un beau partenariat.

**M. BENTOUMI**.- La restauration est financée par des Amis de Paracol, et non par la commune. Elle perçoit des subventions, mais celles-ci ne couvrent pas le coût total de la réparation des ex-voto, qui se chiffre en milliers d'euros et que l'association finance elle-même. En effet, on fait appel à des restauratrices choisies, car on ne confie pas ce travail à n'importe qui.

**M. le Maire**.- Bien. S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

*(Approuvée à l'unanimité.)*

**M. BENTOUMI**.- Monsieur le Maire, si vous le permettez, je souhaiterais faire un ajout.

Aujourd'hui, on peut dire que le Père Noël est arrivé à la Mairie du Val puisque, quelques jours auparavant, j'ai été contacté par la compagne de Monsieur DANTINNE – décédé –, qui est l'héritière de sa collection, et elle est venue nous apporter quelques cartons de santons, dont certains ont de la valeur. Évidemment, elle avait un très bon souvenir du Val, et nous l'avons très bien reçue. Elle envisage même de faire en sorte que nous puissions acquérir le reste. Ce qu'elle nous a apporté aujourd'hui est gratuit. Pour le reste, nous n'avons pas parlé d'argent, mais il existe une petite complication par rapport à la mairie de Collobrières, qui avait recueilli Monsieur DANTINNE lorsque le musée du Val a fermé. Ce musée de Collobrières a fermé à son tour, et le reste de la collection, qui est importante, est dans des cartons. C'est donc un peu compliqué, et nous devons essayer de trouver un système avec la Mairie de Collobrières pour en faire l'acquisition, car cela comporte vraiment de belles pièces.

Depuis un an, nous avons été gâtés, puisque nous avons eu un don de plusieurs centaines de petits soldats de plomb, que je suis allé chercher à Lyon et dont certains sont très anciens, s'agissant de la figurine historique, et un agent nous fait cadeau de toute sa collection de petites voitures pour le musée du jouet.

Ainsi, nos musées s'enrichissent. Un jour, peut-être aurons-nous une pièce rare. Malheureusement, nous n'avons pas pu acquérir le Nicolas Poussin, qui est parti au musée du Louvre, mais nous avons tout de même la chance d'avoir pu garder la crèche Rossellini, ce qui est une bonne chose, car le Mucem de Marseille voulait la récupérer. En effet, les propriétaires, qui ont acquis la Bastide de Fontaine, sont très favorables à ce qui se fait au Val, et nous avons conventionné avec eux. Nous enrichissons donc notre patrimoine. De plus, nous avons la chance d'avoir une guide conférencière extraordinaire.

**M. le Maire.-** Merci. S'agissant des santons de Monsieur DANTINNE, il est vrai que cela fait réellement écho au patrimoine lié aux crèches sur la commune du Val, sur lequel nous devons faire un travail de fond, d'autant plus que nous sommes en pleine période calendaire. Je pense que nous devons creuser ces possibilités, et nous ne manquerons pas de remercier Madame DANTINNE de ce don.

**M. BENTOUMI.-** C'est récent. Elle m'a contacté quelques jours auparavant et nous a apporté cinq cartons de cette collection aujourd'hui, en guise de don.

## ENFANCE

### **12 – Délibération n° 2022-107 - Convention relative à la participation aux frais de gestion administrative du Centre Médico Scolaire de Brignoles**

**Mme LAIRE.-** Conformément au Code de l'éducation, les communes de plus de 5 000 habitants sont tenues d'organiser des centres médico-scolaires (CMS). Elles doivent donc mettre les locaux nécessaires à disposition du service de santé scolaire, assurer la gestion de ces centres et pourvoir à l'entretien des locaux,

Actuellement, la commune de Brignoles assure seule les frais de fonctionnement d'un CMS qui dessert 28 communes pour un total de 7 400 élèves,

Le CMS gère les dossiers médicaux de tous les enfants des écoles maternelles et réalise une visite des écoles élémentaires à la demande des directeurs ou des parents, particulièrement pour les allergies. Les parents rencontrant des problèmes avec leurs enfants peuvent également prendre rendez-vous directement avec les médecins scolaires pour une visite entièrement gratuite.

Sur proposition de Monsieur l'Inspecteur d'Académie, la commune de Brignoles a sollicité par écrit les communes desservies par le CMS pour une participation aux frais de fonctionnement à hauteur de 1,50 € par élève et par an,

Cette contribution financière permet de cofinancer le CMS, tant pour son équipement d'ordre médical et technique (ordinateur, photocopie, téléphone, fax, mobilier pour le rangement des dossiers) que pour des tâches administratives, l'affranchissement de courriers aux écoles, aux familles, aux médecins de ces enfants, ainsi que la gestion des dossiers médicaux (demandes aux communes de provenance, envois aux communes de destination en cas de déménagement).

Pour l'année scolaire 2021/2022, ces dépenses administratives s'élèvent à 388,50 €.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à verser la participation demandée pour l'année 2021/2022, d'un montant de 388,50 €, ainsi qu'à signer, pour cette année et les suivantes, la convention relative à la participation aux frais de gestion administrative du CMS de Brignoles et de verser chaque année le montant demandé par la commune de Brignoles.

**M. le Maire.-** S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

*(Approuvée à l'unanimité.)*



Enfin, je tiens à votre disposition la liste des décisions prises, en vertu de l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales, pour la période du 21 octobre au 9 décembre 2022. Elles concernent la cession d'un véhicule municipal pour destruction, la rétrocession d'une concession funéraire pour la famille MAURIZI, ainsi que le don de 500 € à l'association SOPTOM, pour les tortues d'Hermann, suite à la course nature dédiée au bénéfice de l'association.

*(La séance est levée à 19 h 40.)*

La secrétaire de séance,  
**Josiane VILAIN**

Le Maire,  
**Jérémy GUILIANO**